CONTRAINTE PAR CORPS.

La femme adjudicataire est contraignable par corps pour le paiement de la différence de son prix d'adjudication et celui de sa folle-enchère, en vertu des articles 2272 et 2276 du Code Civil du Bas-Canada.

Cette proposition légale, l'inverse de celle qui a été discutée l'année dernière dans ce recueil ¹; qui, néanmoins, est établie d'une manière indubitable par le Code Civil du Bas-Canada promulgué le 1^{er} août courant, et qui repose sur les dispositions de nos lois et de nos statuts, n'a élevé aucun doute dans l'esprit de nos codificateurs, comme l'on peut s'en convaincre en lisant le titre vingtième de leur sixième rapport, page 75, et les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7, au sujet de l'emprisonnement en matières civiles, p. 209.

Il est impossible de ne pas s'étonner notablement en voyant les efforts qu'on a fait pour donner à une loi si claire et si explicite une autre interprétation, et pour faire échapper la femme mariée à l'emprisonnement pour folle-enchère, lorsqu'après avoir contracté solennellement avec la justice, elle refuse, sans motif même plausible, d'accomplir son engagement.

Notre législature, ce tribunal suprême du pays, ayant sanctionné cette contrainte par corps contre la femme, par les articles 2272 et 2276 du Code bas-canadien, comme elle l'avait réellement fait en 1849 par l'acte 12 Vict., ch. 4, sec. 15; en 1853, par l'acte 16 Vict., ch. 194, et enfin en 1860, par le ch. 87, sec. 7 des Statuts Refondus

¹ *Revue Canadienne*, tome second, 1865, page 87.